

INSTITUT DE FRANCE

ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

NOTICE

SUR LA VIE ET LES TRAVAUX

DE

CHARLES JONNART

(1857-1927)

PAR

M. F. FRANÇOIS-MARSAL

MEMBRE DE L'ACADÉMIE

Lue dans la séance du 20 décembre 1930



PARIS

TYPOGRAPHIE DE FIRMIN-DIDOT ET C^o

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE, RUE JACOB, 56

M CM XXXI

INSTITUT
1930. — 27

Bibliothèque Maison de l'Orient



165839



Habo. D. Le Rat

Photo. R. Marnet

Celestin Auguste Jonnard
1857 - 1927

NOTICE
SUR LA VIE ET LES TRAVAUX
DE
CHARLES JONNART
(1857-1927)
PAR
M. F. FRANÇOIS-MARSAL
MEMBRE DE L'ACADÉMIE

MESSIEURS,

Dans l'histoire de tous les grands peuples où s'est développé le souci de la chose publique, apparaît de loin en loin la haute silhouette de grands serviteurs de la Patrie qui cherchent volontairement à passer silencieux dans la clameur des siècles. L'observateur superficiel, étourdi par le bruit, entraîné par la sonorité des réclames tapageuses, passera peut-être sans s'arrêter devant ces figures et les gens pressés ne s'y attarderont guère. Mais pour ceux, qui savent voir, c'est à ces graves visages que se lit le véritable secret des races et des destinées; c'est à leur taille que se mesure la stature d'un peuple, à leurs

vertus particulières qu'il faut puiser pour connaître le goût des vertus nationales. Pour peu qu'on les étudie, on voit s'accroître les reliefs, se dessiner une charpente robuste, naître un regard droit, toute une personnalité puissante où certaines demi-teintes semblent marquées seulement pour souligner la vigueur des méplats et la solidité de l'armature. On peut comprendre quand on envisage spécialement l'histoire de notre pays que c'est à ces hommes, constants, fidèles, inébranlables qu'il doit non seulement sa force, mais sa grandeur. Et si l'on regarde de plus près encore, on s'aperçoit que la bourgeoisie française est le roc sur quoi de grands rois, une aristocratie brillante ont pu bâtir, mais sans lequel leur œuvre eût été fragile ou vaine. On a raillé la bourgeoisie et la sagesse de ses vertus : ce sont là jeux faciles et que les joueurs eux-mêmes ne prennent pas au sérieux. Du jour où une société est organisée, le bourgeois en forme la base. Bourgeois, au sens littéral, c'est au surplus le même mot que citoyen. Bourgeois, c'est-à-dire homme d'épargne, homme de travail, homme de famille, homme de sacrifice, homme de devoir, homme de commandement aussi, quand il le faut et qui sait prendre ses responsabilités.

Je pensais à tous ces fleurons de la couronne bourgeoise en songeant à M. Jonnart, dont j'ai le privilège d'évoquer pour vous la mémoire. Et je voudrais, au début de ces pages consacrées au grand bourgeois qu'était M. Jonnart, député, puis sénateur du Pas-de-Calais, les placer sous le signe des bourgeois de Calais qui offrirent leur vie pour la France.

La France : M. Jonnart lui avait consacré ses forces

— et c'est elle qu'il servit tout le long d'une longue vie — c'est pour elle qu'il travaillait non seulement dans les Assemblées ou les Conseils du Gouvernement mais dans le combat des affaires — c'est elle qu'il représentait à l'étranger — c'est une autre France qu'il voyait grandir en Algérie.

C'est la France elle-même qui en des heures graves parla par sa voix, prononça les paroles du droit et mit bas l'adversaire.

Il était Français autant qu'on peut l'être, par la clarté et l'ornement de son esprit, la fermeté de son énergie qui n'excluait point la souplesse, par le goût des chemins droits, des lignes nettes, par ce sens des réalités qui le tenait éloigné des attitudes exagérées où s'use parfois le meilleur des forces, par une rectitude d'âme, une probité morale qu'on ne trouva jamais en défaut. A la vérité, on ne relevait pas en lui ces traits dont, trop souvent, à l'étranger on s'efforce de peindre le Français : une posture de tranche-montagne, le verbe haut, des alternatives d'enthousiasme et de désespoir, la manie de parler de soi. M. Jonnart avait trop le sens de la mesure pour qu'on put jamais lui reprocher un excès.

Les Français, il est vrai, aiment à scruter leur propre caractère, mais c'est souvent par souci de justice et pour répondre aux calomnies dont on les accable. Si Jonnart se pencha parfois sur sa propre âme, il put y trouver peut-être comme un chacun, des travers ou des faiblesses, il y trouva surtout l'image d'une âme haute, limpide et qu'habitait au point d'en chasser toute autre préoccupation, l'amour du bien public. Je ne me rappelle pas sans

émotion une des dernières conversations que nous eûmes ensemble. Nous sortions tous deux du Sénat et descendions le grand escalier d'honneur : je revois sa fière silhouette que la maladie amincissait, sans la courber, son pas était ferme aux degrés de marbre, il me disait son angoisse et son indignation devant certaines tendances qui, de plus en plus, marquent notre fiscalité : « On veut tout tuer me disait-il, tout ce qui fait la force de notre pays, le goût de l'épargne, du travail, de la famille. Et on fait cela comme on fait un mauvais coup, en cachant la haine sous les plus beaux mots, celui de justice et celui de bonheur. Aux pires époques de sang, on cachait de même des poignards sous des roses. Comment notre pays résistera-t-il? »

Ainsi au soir de sa vie et comme un testament mélancolique, il me laissait des paroles graves, empreintes de tendresse et d'angoisse patriotiques et où il marquait ce qui à ses yeux méritait seul qu'on s'en occupât : le foyer familial, le champ de travail et le livre d'épargne.

Quand on étudie la vie de Charles Jonnart, on songe à ces chemins du pays d'Artois qui s'en vont droit, par des terrains souvent rudes. Ils gravissent quelqueunes de ces crêtes dont la guerre nous a appris les noms et au terme de sa course, le voyageur peut, d'un coup d'œil, embrasser dans la plaine le chemin parcouru. La vie de M. Jonnart fut comme ces routes, droite et sans détours. De rudes ornières la marquèrent souvent et des obstacles, mais, vers le but fixé, il marchait sans répit, sinon parfois sans lassitude et quand, sa tâche faite, il se retourna et regarda derrière lui, il vit sur son chemin de hauts jalons plantés,

de ces pierres où se comptent les étapes et les progrès, des édifices construits, de vastes étendues déblayées, des obstacles démolis, une œuvre entière, patiemment et obstinément menée, l'œuvre d'un bon ouvrier dont elle est la récompense.

*
* *

M. Jonnart avait fait son droit, ses lettres par surcroît. Ses parents le destinaient à l'honorable et tranquille profession de notaire; la tradition paternelle l'y incitait, mais, comme dit le poète :

« L'espoir de vagues panonceaux » ne lui suffisait pas. Il vint à Paris et y plut tout de suite, non seulement au monde proprement dit mais à tous ceux dont compte l'opinion. Son goût marqué pour les choses de l'esprit l'orienta un moment vers l'École Normale supérieure, vers cette rue d'Ulm où les idées les plus nobles, les plus généreuses, les plus hardies sont, de génération en génération, toujours bouillonnantes.

D'autre part, l'attention qu'il portait aux questions administratives était remarquable; celle qui le poussait vers les problèmes économiques était plus remarquable encore, à une époque où ils n'étaient point à l'ordre du jour. Entre deux carrières, l'une littéraire, l'autre juridique, il opta pour la seconde, assuré qu'aboutissant à la grande route du droit, il trouverait des chemins divers où il pourrait satisfaire, avec sa curiosité de savoir, sa volonté d'agir. Une entrée brillante au Conseil d'État permettait de compter sur une carrière ordonnée et paisible. Mais déjà le guettait ce soleil d'Afrique, à l'appel de

qui il dut céder toujours. Un nouveau Gouverneur général de l'Algérie partait alors pour rejoindre son poste. Il cherchait un chef de cabinet jeune, allant, dispos, d'intelligence vive et d'esprit ouvert. Quelqu'un lui indiqua Charles Jonnart; ce faisant il offrit à la France, sans s'en douter, le plus utile cadeau.

A vrai dire, Jonnart connaissait l'Algérie; il y avait promené la curiosité amusée, mais déjà éclairée, d'un étudiant intelligent en vacances. Quand il partit derrière M. Tirman, il emportait, avec son uniforme neuf de chef de Cabinet, l'enchantement de sa première vision d'Afrique, et le désir très vif de passer du plan désintéressé d'un touriste à celui plus large d'un fonctionnaire ardent qui ne se contente pas de voir mais veut agir.

Je ne crois pas que, si actif, si compréhensif, si passionné qu'il soit, un chef de cabinet puisse apporter une solution à tous les problèmes que pose un organisme aussi important que le gouvernement général de l'Algérie. Il peut tout au plus comprendre qu'ils existent et qu'il importe de les résoudre.

C'est une série de points d'interrogation que M. Jonnart rapporta de son séjour au Palais d'Hiver où il avait passé de longs mois, devant la féerie de la rade où se confondent dans un même azur, la mer et le ciel. Il aura le loisir de peser les questions, de les examiner à la lumière d'un esprit aiguisé, plié à l'étude des documents, mais largement ouvert à tous les courants, pénétré aussi de quelques principes essentiels sur quoi on peut asseoir non seulement une doctrine, mais une vie.

Jonnart est républicain, sans restriction, sans discus-

sion, non pas comme aux temps, qu'on veut dire héroïques, de l'Empire où la République apparaissait fleurie de toutes les vertus, non point et pas plus à la manière des théoriciens mystiques, nourris dans la fumeuse atmosphère des clubs; il est républicain, tout simplement, parce qu'il voit dans la République non pas seulement un régime qui en remplace un autre, mais l'aboutissement normal des régimes successifs, qui ne doit ni les effacer, ni en combattre le souvenir, mais, en les remplaçant, tirer partie des expériences faites par eux et travailler avec une même foi au commun héritage.

Jonnart est républicain parce qu'il pense que la République est à l'heure actuelle la meilleure, la seule forme de gouvernement possible à condition qu'elle gouverne pour tous et non pas contre quelques-uns, à condition aussi qu'elle ne soit pas seulement, comme l'a dit un homme d'esprit, l'absence de prince et le manque de commandement, qu'elle soit un gouvernement avec une volonté et des responsabilités, indulgent mais ferme, abaisseur de barrières, les bras ouverts à tous ceux qui veulent travailler, qui sache parler haut, sourire quand il sied, serrer les poings quand il faut et mettant la Patrie avant toute chose.

Républicain et patriote : Jonnart ne séparait pas les deux mots. A l'époque où il commença sa carrière politique, il paraissait impossible qu'on songeât quelque jour à les séparer. La République paraissait aux hommes de sa génération la façon la plus haute, la plus généreuse de servir la Patrie.

Il a maintenant l'occasion de proclamer ses idées, à la

tribune la plus sonore qui soit, celle du Parlement. A trente-deux ans, en 1889, il est élu député du Pas-de-Calais ; jusqu'à sa mort, au Palais-Bourbon, puis au Sénat, il ne cessera de représenter le département dont il ne tarde pas à présider le Conseil général. Magnifique exemple de constance qu'il importe de souligner, puisqu'en cet homme à qui des adversaires ou des plaisantins ont reproché je ne sais quelle tendance à l'instabilité, put se symboliser la fidélité à la petite patrie.

A son retour d'Algérie, M. Jonnart avait été nommé directeur des Affaires algériennes au Ministère de l'Intérieur. Sa tâche n'était point aisée. La centralisation régnait en maîtresse et pour ce qui est de l'Algérie, en maîtresse impérieuse. Paris ne tolérait à Alger aucune indépendance et surtout aucune initiative. Le Gouverneur Général, fonctionnaire somptueux et décoratif, ne pouvait guère que transmettre ; quant à prendre une décision, si minime qu'elle fût, les bureaux des ministères divers s'y employaient avec une jalouse lenteur ; pas d'esprit de suite, pas de cohésion, une jurisprudence éparpillée : comment les affaires pouvaient-elles être réglées et fallait-il que l'esprit français fût vigoureux, et solide sa formation juridique, pour que tout l'édifice ne s'écroulât point devant cette poussière d'autorité. Fallait-il surtout que cette terre d'Afrique fût riche, tranquille et déjà exemplaire, pour qu'elle pût sans risque mortel être soumise à tous les heurts divergents d'une administration routinière. Jonnart avait compris ces erreurs, il en avait sur place mesuré l'étendue, il s'efforce au Parlement d'y remédier. Des réformes

diverses sont demandées par lui, imposées à l'administration. Le développement de notre influence sur la terre d'Afrique, par le protectorat de la Tunisie est pour M. Jonnart l'occasion de mettre en ordre son programme algérien, basé sur les nécessités de la politique indigène. Souplesse, humanité d'une part, fermeté de l'autre, ainsi peut se résumer ce programme. Il l'a d'ailleurs mis en pratique sur un plan différent et plus large que le plan africain quand il a, en 1890, à un âge où si l'on y rêve déjà, on a rarement l'honneur, sinon la joie, d'être ministre, accepté dans le cabinet Casimir Perrier le portefeuille des Travaux Publics. Pendant ce premier passage au pouvoir, il montre par ses discours et par ses actes que si les modalités d'application sont fonction des climats et des races, les mêmes principes généraux peuvent servir sous tous les cieux.

Ainsi Jonnart partait pour la vie qui lui souriait de de toutes ses promesses. Il s'en fallut de rien qu'elle lui fut enlevée. Un accident de voiture, à Paris, mit ses jours en danger. Si la tendresse des siens l'arracha à la mort, celle-ci resta longtemps menaçante à son chevet. La santé ne lui revint que lentement, et jamais elle ne lui rendit le plein exercice de ses forces. Retiré dans le Midi, au bord de la mer, il se remettait peu à peu, sage entre les sages et croyant peut-être que son destin était de vivre désormais parmi les fleurs, d'en combiner les nuances, d'en respirer le parfum, de rechercher les pacifiques triomphes des expositions d'horticulture, sous un soleil dont il connaissait la magie. Mais malgré l'indulgence du ciel méditerranéen, les ombres vinrent envahir le foyer

de M. Jonnard. Il entrait à peine en convalescence qu'un deuil cruel le privait de celle qui avait été le charme et le bonheur de sa vie. Madame Jonnard fut enlevée à sa tendresse et de cette perte il ne se consola jamais. Seul désormais sur la route, il ne continua pas moins d'y marcher d'un pas ferme.

Si M. Jonnard s'est parfois trompé, c'est quand il a pu se croire inférieur à sa tâche ou inutile à son pays; il avait de sa lointaine côte d'azur, pris congé de ses électeurs du Pas-de-Calais, ne se sentant point suffisamment rétabli. Ses électeurs, passant outre à ses scrupules, le renvoyèrent d'autorité au Parlement. Il faisait à la Chambre quasiment sa première réapparition, que Waldeck-Rousseau lui montrait un champ d'activité, sinon nouveau, du moins agrandi et lui confiait j'allais dire : lui imposait, le gouvernement général de l'Algérie.

Ici, Messieurs, commencent les grandes pages de la vie de Charles Jonnard.

Pendant onze ans, il fut sur la brèche; pendant onze ans, ouvrier délicat et patient, sans heurt et sans faiblesse, il bâtit, il consolida la maison. En cette année qui a célébré de si éclatante façon le centenaire de l'Algérie, il est bon qu'avec ceux qui ont conquis de leur sang, défriché de leurs bras cette terre de miracle, on n'oublie pas ceux qui par la suite ont apaisé les esprits, élargi les horizons, donné à la paix française son plus souriant et ferme visage.

M. Jonnard fut bien mieux qu'un grand Gouverneur : un grand Français, sans qui la France n'aurait pas dans le monde, le même rayonnement.

Il arrivait dans une Algérie toute meurtrie des troubles antisémites, bridée encore et troublée, étouffant dans ses lisières administratives. Il eut tôt fait par de sages et prudentes mesures d'amener cette paix des esprits sans laquelle aucun travail sérieux ne peut être accompli. Et le travail ne manquait point à cet homme modeste et inlassable qui depuis des années avait mesuré la tâche qui l'attendait.

La prise en main, d'abord, de l'autorité, centralisée au Gouvernement général. La loi du 24 décembre 1900 crée le budget spécial de l'Algérie. Le Gouverneur général se sent alors les coudées franches pour mettre en œuvre ses principes de colonisation et sa conception de la politique indigène. Tour à tour Jonnart est colon, ingénieur, agent du cadastre, forestier. Il comprend que l'Algérie avec ses richesses inépuisables n'est rien sans routes et sans voies ferrées ; il apporte tout son effort à l'entretien, à la création des routes, conclut avec l'État français une convention relative à l'exploitation améliorée des chemins de fer. Par de prévoyantes mesures il protège les forêts, armature plus que partout ailleurs indispensable, en cette Algérie où l'eau et l'ombre sont les plus précieux trésors. Le mode d'attribution des terres domaniales est en même temps perfectionné. Dans le cadre de l'administration locale des progrès sont aussi réalisés. Les délégations financières nouvellement créées, donnent aux populations indigènes l'assurance que sont sauvegardés leurs intérêts. L'amélioration, le renforcement des cadres des communes mixtes confirment cette assurance.

Jonnart voulut plus que des concessions chichement

accordées aux indigènes; de vaincus il voulut en faire des associés. Mais sa sagesse comprenait aisément qu'on n'arrive pas d'emblée à la maturité politique. L'indépendance politique absolue est un breuvage grisant, qui tourne souvent la tête à ceux-mêmes qui en ont cependant depuis longtemps l'expérience. Il n'est pas très sûr que les nouveaux venus à cette indépendance sachent utilement en user.

En outre, qui dit droits politiques complets et assimilation des indigènes aux colons français, naturalisation en bloc, dit en même temps disparition du statut spécial des indigènes, de leur droit familial et suppression de certains de leurs privilèges. En leur accordant trop, on leur enlevait en même temps ce à quoi ils tenaient le plus. On ne saurait donc qu'approuver la prudence de Jonnart ouvrant aux populations algériennes l'accès aux corps élus, conseils généraux et municipaux, délégations financières, conseil supérieur, mais en conservant pour eux un statut électoral spécial.

Un bulletin de vote, la perspective d'une place dans une assemblée, c'est quelque chose, ce n'est pas tout. Il faut pour les indigènes, la possibilité de vivre, d'où cette série de mesures à quoi Jonnart s'attacha avec une si juste et si constante sollicitude : hygiène, consultations médicales gratuites, soins des nouveau-nés, infirmières, assistance sous toutes les espèces, matérielle, morale et sociale : magnifique programme dans un pays où tout est à faire.

Cette Algérie à qui il a donné son cœur, Jonnart ne la veut pas seulement tranquille et prospère, il la veut

magnifique, digne de la France, digne d'elle-même. Il voulut non seulement qu'elle reçût de la métropole un traitement de choix, dans tous les domaines, mais aussi qu'elle devînt elle-même un centre de rayonnement. C'est de cette idée que naquit l'Université d'Alger, qui n'a pas attendu le nombre des années pour être active, laborieuse, brillante et pour tenir bien haut à côté de la vieille et savante Medersa, le flambeau de la culture française. C'est ainsi que sortirent de terre au-dessus des frondaisons du jardin d'Essai, les blanches murailles de l'Institut Pasteur, centre incomparable des recherches scientifiques et sur la charmante colline de Mustapha cette Maison des Artistes où s'est vraiment formée une génération de peintres, de graveurs, de sculpteurs éivrés à l'éclat de la lumière algérienne.

Alger, les trois départements, se couvrent de beaux bâtiments publics conçus selon la tradition de l'architecture locale, puissants à la fois et gracieux, riches sans surcharge, grandioses sans être écrasants et mauresques sans qu'on songe à l'exotisme facile des expositions universelles. Le « style Jonnart » a marqué l'Algérie d'un signe de force élégante à quoi il importe de rendre hommage.

Mais M. Jonnart n'eut pas été ce qu'il était s'il n'avait pas, des terrasses de son palais d'été regardé plus haut et plus loin que l'admirable et paisible territoire dont on lui avait confié l'administration. Si à sa droite le protectorat tunisien assurait sa tranquillité, de fâcheuses rumeurs venaient de sa gauche, des confins du Maroc et derrière lui, le Sahara s'étendait avec son attrait, son mystère, sa

menace. Comment agir contre des tribus guerrières insinuantes, insaisissable, contre cette opposition sourde à notre influence qui, partant d'Oudjda, couvait dans les villages et les douars de l'Oranie, battant en brèche nos efforts? Comment surtout agir vite, frapper au bon moment, saisir au vol l'occasion propice, quand il faut pour les moindres actes en référer au quai d'Orsay? Les bureaux ne sont jamais pressés et les diplomates n'aiment point qu'on les bouscule. Peut-être ont-ils raison, mais notre Ministère des Affaires étrangères a eu plus raison encore quand, cédant aux instances de M. Jonnart, il lui donna, d'accord avec le Ministère de la Guerre, la faculté de prendre directement les décisions nécessaires, tant sur le terrain diplomatique que sur le terrain militaire.

M. Jonnart, pendant un séjour en France, avait fait connaissance d'un homme en qui il trouva une âme vibrante, un esprit ouvert à tous les problèmes africains et qui devait par la suite s'inscrire parmi les plus glorieux serviteurs du pays. Le jeune colonel Lyautey arrivait de Madagascar, où il avait puisé à l'école de Gallieni les principes d'une colonisation appuyée par la force, mais pénétrée du génie civilisateur. Jonnart exposa à Lyautey ses inquiétudes, ses désirs, ses espérances. De ces conversations, sortit ce plan si soigneusement préparé par les deux hommes et qui fut réalisé : plan de colonisation, plan de pacification, où les soldats sont suivis par les médecins, les infirmiers, les instituteurs, où devant la marche de la civilisation recule la misère, où la vision de la guerre suffit à amener la paix. Jonnart fit nommer Lyautey au commandement de la subdivision d'Aïn-Sefra,

et put ainsi amener la pacification du sud-oranais, prélude de notre action au Maroc. En même temps, il ne cessait de songer à la sécurité de l'Algérie du côté saharien. Il se rendit à Paris, exposa devant le Conseil des Ministres son plan de pénétration dans les grandes régions d'oasis par où le Sahara touche l'Algérie et s'y infiltre. Par une habile politique indigène, appuyée sur une force militaire qu'on montre plus qu'on ne l'emploie, il parvint à des résultats dont nous avons pu voir l'épanouissement en ces années dernières : le Sahara devenu une route nationale entre l'Algérie et le Soudan, la liaison établie régulièrement de la Méditerranée au Niger, une pincée d'hommes tenant en respect, sans effusion de sang, des territoires immenses.

Jonnart voyait large. Le premier il eut l'idée de cette Conférence Nord-Africaine dont nous constatons aujourd'hui les heureux effets ; il avait compris qu'à des postes différents, Tunis, Alger, Tanger ou Rabat c'est au fond le même horizon qu'on observe ; une même chaîne est tendue des frontières de Tripolitaine à celles de Mauritanie et il importe que les anneaux soient étroitement serrés. Jonnart voyait large, disais-je, il voyait loin aussi. Il montra par sa clairvoyance qu'on peut faire d'un siège de proconsul africain un merveilleux poste d'écoute et d'observation de la politique européenne. Au printemps de 1905, le monde musulman dans l'Afrique du Nord était en fermentation. Le puissant empereur allemand, pèlerin casqué et éperonné, venait de faire à Tanger une croisade à rebours et les Arabes, tant en Algérie qu'au Maroc commençaient de croire qu'on peut se passer de la

France... Jonnart vit le danger, il eut l'honneur d'y parer. Quelques semaines après la visite marocaine de Guillaume II, un navire souverain jetait l'ancre devant Alger, Édouard VII et la reine Alexandra venaient visiter l'Algérie, dans un demi-incognito, point assez épais pour que les indigènes ne sussent la présence en Afrique du roi d'Angleterre; aussi bien deux hauts cuirassés battant pavillon britannique avaient mouillé près du yacht *Victoria and Albert* attestant ainsi que la visite royale avait un but plus politique que touristique. Édouard VII resta huit jours en Afrique et pria M. Jonnart de l'accompagner. Il lui déclara que sa venue était une réponse au débarquement impérial à Tanger et qu'il entendait qu'elle fût interprétée comme telle. M. Jonnart noua pendant ces quelques jours un nœud de plus à l'Entente Cordiale. Le roi d'Angleterre avait pu apprécier déjà son intelligence, sa finesse et la sûreté de son jugement au Conseil du Canal de Suez. M. Jonnart acheva, dans l'enchantement d'un printemps algérien, de faire la conquête du souverain. Aucun détail n'est indifférent dans l'évolution des grands événements et la grande histoire doit souvent beaucoup à la petite. L'accueil élégant, la parfaite tenue de M. Jonnart recevant les souverains anglais au Palais de Mustapha ne pouvait que contribuer à l'inclinaison d'Édouard VII vers la France. Le Gouverneur général aimait à recevoir et savait plaire. On raconte qu'il fit porter au yacht royal quelques paniers de vin de Montbazillac pour que le roi, après son départ, gardât un savoureux souvenir de notre pays et qu'il y pensât avec plaisir. Tant il est que M. Jonnart fut tou-

jours traité en ami à la cour d'Angleterre et quand, aux heures sombres, il fallut un homme pour aller au nom des alliés, lutter contre le destin, nos amis anglais d'abord peu enthousiastes, se laissèrent convaincre par le nom seul de Jonnart. Lointaines, admirables conséquences d'une bonne grâce qui n'avait pas besoin d'être diplomatique, tant elle était naturelle.

Ainsi se préparait l'aube des événements qui allaient bouleverser le monde. Jonnart travaillait de toutes ses forces, heureux de sentir tous les jours plus confiantes sous son administration, les populations algériennes, de les savoir plus heureuses, plus libres, plus attachées à la mère patrie, heureux d'avoir pu aider la cause de l'Entente et toujours prêt à servir.

La politique de 1911, l'arrivée au pouvoir d'un cabinet nouveau, lui firent penser qu'il ne représentait plus tout à fait la doctrine du Gouvernement. Il demanda son rappel, laissant derrière lui une œuvre immense. Revenu au Parlement, il ne souffrit point longtemps d'y demeurer inactif. Il accepta en 1913 d'entrer dans un cabinet Briand, avec le portefeuille des Affaires étrangères. Il connaissait bien son Europe et pendant les années précédentes il avait paré de son mieux à l'orage qu'il voyait monter : sa sagacité le lui faisait voir tous les jours plus menaçant ; les menées allemandes en Algérie lui avaient, dès longtemps, ouvert les yeux. Il attendait la guerre sans la craindre mais en espérant toujours qu'elle pourrait être évitée. Quand elle vint, il était prêt, mais comment eût-il pu penser que son cher pays d'Artois serait l'un des premiers envahis et vivrait, aux mains de l'ennemi, quatre ans et plus d'agonie ?

Est-il besoin de rappeler le rôle de M. Jonnart pendant la grande guerre. Il fut tout de courage tranquille et d'espoir. Ses conseils, son expérience, étaient précieux aux gouvernements successifs. Les départements envahis n'avaient pas au Parlement de plus zélé défenseur. A la Commission des Affaires Étrangères du Sénat, il suivait les questions extérieures avec une autorité souriante, calme et mesurée aux heures d'enthousiasme comme aux jours de doute et toujours de bon conseil.

L'heure allait sonner où quittant un terrain où son activité ne trouvait pas à se satisfaire, il allait entrer en scène, sur un scène éclatante à la face du monde. Il n'est sans doute pas nécessaire de relater par le menu l'aventure grecque. Elle est, presque jusqu'au dernier jour, humiliante et douloureuse. Ce n'est pas la place de dire ici les tâtonnements et les erreurs, ni la façon dont un prince inféodé à l'Allemagne se rit de nous pendant des mois. Il faut néanmoins souligner la noble et subtile figure de M. Venizelos qui, berné, moqué, renvoyé par son souverain, maintint le droit et permit la victoire.

La manœuvre hardie de Salonique ne pouvait réussir qu'avec la sécurité derrière soi. Une menace du côté grec la gênait déjà singulièrement. Un déclenchement hostile aurait conduit tout droit à la catastrophe. Le roi Constantin le comprenait bien dont c'était la politique et n'attendait que le moment opportun pour jeter bas son masque et trahir son serment. Il y semblait d'ailleurs encouragé par les attermolements des alliés.

La question politique se doublait d'une question dynastique. La cour d'Athènes ne tenait pas seulement à

celle de Berlin par des liens de sang, mais aussi à Londres et à Pétrograd et à Rome par des liens d'amitié, et contre elle, nous n'avions pas les mains libres. Cependant, on pouvait fouler aux pieds sous nos yeux la constitution dont les alliés étaient les garants, on pouvait retirer la parole donnée à la Serbie, rendre des forteresses à l'ennemi, préparer le coup de poignard qui mettrait l'Entente à terre. Celle-ci protestait en vain, multipliait les notes et les remontrances. Elles pesaient peu devant les appels de Berlin. Le guet-apens où périrent nos marins, où fut jeté en prison l'Amiral français, montrait clairement que le roi Constantin avait passé de la zone trouble des intentions à celle des actes. Le gouvernement de M. Ribot obtint que des mesures fussent prises et prises d'un commun accord entre les alliés. Ce fut la conférence de Londres où figura M. Jonnart et d'où il revint Haut Commissaire des Puissances protectrices de la Grèce. Il ne s'attendait pas à cette désignation dont il prévoyait les difficultés et les dangers. Il savait les hésitations du Cabinet de Saint-James, son désir de rappeler ses troupes d'Orient, de se retirer de ce qu'il croyait être un guêpier où il pensait avoir tout à perdre et rien à gagner. Il n'ignorait pas que des manœuvres, fort simples en apparence quant à les envisager de loin, s'avèrent fort délicates lorsqu'il s'agit de les exécuter — il comprenait fort bien que dans cette partie il jouait le prestige de l'Entente et peut-être le sort de la guerre. Mais il n'était point de ceux à qui on fait appel en vain : une fois prise sa décision et clairement vu son devoir, il irait jusqu'au bout.

Il partit en effet et sa mission pourrait ressembler à un roman d'aventures si tant et de si vitaux intérêts n'étaient en jeu, s'il ne s'était pas agi du sort de la France. Il va de Brindisi à Corfou, à Corinthe, à Salonique, au Pirée. Il faut agir vite avant que s'ébruite le projet, avant que les partisans et les complices aient pu parer le coup, avant que les télégrammes plus ou moins secrets, plus ou moins intéressés aient eu le temps de faire revenir les Gouvernements sur leurs décisions. Il faut donner des ordres aux militaires et des instructions aux diplomates, faire occuper le canal de Corinthe, masser des troupes, passer des nuits, des jours, sur un torpilleur lancé à toute vitesse, voir Sarrail, voir Venizelos, voir Zaïmis, comprendre, décider, vouloir, lancer l'ultimatum, pour avoir la joie un matin de voir débarquer les marins et le soir même, le bateau royal partir pour l'exil.

Un nouveau souverain est sur le trône, Constantin a dû céder. L'Entente a vaincu par l'action de M. Jonnart. Cet homme calme, fin, courtois, a su sans bruit, mais avec une autorité singulière, gagner une grande victoire. Peut-être dans la masse populaire ne s'est-on point rendu un compte exact des conséquences de cette victoire ni à qui elle était due.

Il revint à Paris, où l'atmosphère n'était plus la même. Clemenceau avait pris le pouvoir et galvanisait le pays. Si l'avenir était sombre encore, le ciel du moins était balayé des fumées mortelles. Clemenceau n'admettait pas que quiconque se reposât. Comment M. Jonnart eut-il résisté à son appel? Il fallait un homme en Algérie pour réveiller des énergies fatiguées, pour parer à de graves me

naces. Quel autre homme que Jonnart eut eu, pour cette dure tâche, plus d'expérience, d'autorité, de jugement?

Il trouva une Algérie singulièrement évoluée depuis qu'il l'avait quittée sept ans plus tôt. Les événements, la guerre surtout, avaient hâté la solution du problème indigène. Conformément aux vœux exprimés par la Chambre, M. Jonnart put procéder à l'élargissement du corps électoral, à la participation plus grande des éléments locaux à l'administration du pays, au maintien des juridictions exceptionnelles dans la mesure seule où la sécurité des biens et des personnes devait être sauvegardée. Ces réformes furent accomplies sans heurts graves, sans froissement et cependant elles rencontraient une certaine résistance de la part des colons français. Mais M. Jonnart était trop souple, il avait un doigté trop délicat pour que ne s'apaisât pas le mieux du monde une opposition que l'expérience ne tarda pas à convaincre.

Un autre problème se posait alors, celui de l'envoi en France des troupes algériennes. Nous n'aurons jamais trop de gratitude pour ces admirables soldats, mais chez les indigènes, devant cette guerre interminable, une lassitude se manifestait. M. Jonnart pour rétablir la paix en Algérie ne demanda pas le rappel d'un seul tirailleur ou d'un seul spahi et même, il sut faire une si habile propagande parmi les Arabes que plus de cinquante mille hommes purent être recrutés et envoyés sur le front français. Ils aidèrent au triomphe final et M. Jonnart put ainsi être compté parmi les organisateurs de la victoire.

La paix faite, sa tâche accomplie, il demanda son rappel. Vous veniez d'accueillir parmi vous cet homme

de bien, qui dans le plan moral comme dans le plan politique était digne au premier chef de figurer dans votre Compagnie. M. Jonnart pouvait, à ce moment, espérer consacrer sa vie à vos savants travaux, à son Conseil général du Pas-de-Calais, au poste de choix qu'est la présidence de la Compagnie du Canal de Suez, à ses affaires, à sa famille. Il était écrit sans doute au livre de sa destinée qu'il ne se reposerait jamais. Un chemin s'ouvrit tout à coup devant lui, à quoi sans doute il ne songeait guère, ayant su demeurer, au faite des honneurs, le plus modeste des hommes. La France, en 1920, était encore vibrante de tous ses nerfs. De terribles problèmes se posaient, des plaies s'offraient de partout qu'il fallait panser, des finances qu'il fallait rénover, un moral surtout qu'il fallait apaiser, tout une remise en état de la machine nationale.

Après le grand élan des premiers jours d'après-guerre, les passions politiques bouillonnaient de nouveau. Le grand Français qu'était Georges Clemenceau n'avait pas pu prendre la route de l'Élysée. D'autre part la santé de Paul Deschanel permettait toutes les craintes et imposait toutes les prévisions. Il importait d'avoir à l'Élysée un homme en qui tous eussent confiance et qui ralliât tous les suffrages. Notre confrère M. Alexandre Millerand, alors Président du Conseil, songea à M. Jonnart. Légitimement inquiet de l'état de santé de M. Paul Deschanel, et soucieux d'être prêt pour toute éventualité il pria son confrère et ami Jonnart de venir déjeuner avec lui à Versailles, ce fut je crois le 2 septembre 1920. M. Millerand s'ouvrit à lui de ses inquiétudes et lui demanda si, dans

le cas où l'événement redouté se produirait, il accepterait qu'on posât sa candidature. A l'issue d'un long entretien où le Président du Conseil fit valoir tous les motifs qui devaient déterminer M. Jonnart à accepter cette charge, celui-ci se rendit aux instances amicales de son interlocuteur.

Aussi, quand trois semaines plus tard la Présidence de la République devint vacante, M. Millerand répondit aux instances de ses collègues du Cabinet et de nombreux membres du Parlement qu'il entendait ne pas quitter la Présidence du Conseil, assuré qu'une candidature digne de rallier tous les suffrages des républicains et des patriotes serait présentée au congrès.

Mais vous savez jusqu'où M. Jonnart poussait le scrupule. Informé que malgré l'effacement de M. Millerand il aurait à affronter une autre candidature républicaine, il ne crut pas pouvoir maintenir la promesse qu'il avait donnée. Par une singulière coïncidence, c'est au fauteuil de Paul Deschanel que l'Académie Française élit en 1923 M. Jonnart et ce n'est pas sans émotion qu'il salua la mémoire du Président disparu dans l'ombre d'un drame shakespearien et qu'il n'aurait tenu qu'à lui de remplacer.

Une nouvelle mission attendait M. Jonnart où il avait à renouer une chaîne qu'avaient rompue de funestes passions politiques. Sous les yeux attentifs du monde, sur le terrain le plus glissant qui soit, il sut être digne, ferme et souple tout à la fois. De nouveau un Ambassadeur de France parut au Vatican et nul choix ne pouvait être meilleur que celui de ce croyant résolu, de ce diplomate plié à toutes les finesses des chancelleries, de ce parfait

homme du monde. Du palais Borghèse au Palais Farnèse, de vieux liens d'amitié rendaient la double tâche plus aisée : ce fut pour M. Jonnart une joie réelle de travailler avec ce grand serviteur de la France, ce diplomate de race qu'est M. Camille Barrère...

L'Algérie, la Grèce, Rome : il semble que le destin de M. Jonnart l'ait toujours appelé sur de vieux champs de travail. A Rome il retrouvait épanouie cette merveilleuse civilisation antique dont il avait jadis dégagé les harmonieux vestiges sur la terre d'Afrique. Son esprit nourri de la meilleure moelle classique se plaisait à ces rapprochements. M. Jonnart était trop avisé pour ne pas demander au passé des enseignements pour le présent. Ce n'est pas à dire qu'il n'eut point les yeux fixés sur l'avenir et que lui échappassent les problèmes sociaux qui se posent tous les jours avec une acuité grandissante. Pour lui, seules étaient fécondes les idées de liberté et de travail. Avant et surtout après la guerre, dans des discours, dans de substantielles études, il s'était élevé contre toutes les entraves à la liberté, contre tous les hommes qui cachent dans les beaux mots de justice et de bonheur les tendances funestes du moindre effort. Il s'élevait en même temps contre ce monopole qu'ont crû pouvoir s'arroger certains partis politiques d'être les seuls à songer au mieux-être des déshérités de la vie. Il trouvait que ce n'est pas dans l'étatisme qu'est le remède, mais dans la liberté individuelle; que la lutte des classes n'est qu'un mot, un mot qui fait naître la haine et couler le sang. « Il n'y a pas, aimait-il à répéter, de classes dans notre pays. A côté du faible, du malheureux qu'il faut aider, il y a

d'une part ceux qui veulent travailler et d'autre part ceux qui ne veulent pas travailler. A tout Français intelligent, de bonne tête, de bon cœur et de bons bras, la route est libre qui mène au plus haut. » M. Jonnart, en face de la lutte des classes, plaçait la coopération des éléments divers qui fait l'activité économique du pays. J'ai noté quelques mots de lui, écrits dans son style dru et saisissant, où il résume toute la sagesse qui était la sienne, en face des problèmes d'aujourd'hui et de demain.

« Si la conciliation du travail et du capital ne s'affirme pas en présence des menaces de la concurrence étrangère, si la lutte des classes doit entraver, sinon paralyser, l'essor de nos industries, si demain les élus et les gouvernants, par une politique ferme, clairvoyante, courageuse, par des appels renouvelés au patriotisme et au bon sens de tous, ne guident pas la nation dans les voies nouvelles qui s'ouvrent devant elle, s'ils hésitent à parler au peuple le langage de la vérité et de la raison; si nous ne savons pas, après d'horribles secousses, dominer nos nerfs, discipliner nos esprits, les élever au niveau des réalités et des difficultés qu'il nous faut encore surmonter, si dans le tumulte des intérêts et des appétits nous ne savons pas consentir les sacrifices qu'exige le relèvement de la France, n'ayons pas crainte de dire : notre pays si grand, si admirable dans la guerre, s'appauvrira et périlitera dans la paix. Les fruits de la Victoire si chèrement conquise, au prix de tant de deuils et de souffrances, il ne les recueillera pas. »

Il voyait clair, et que les querelles intestines, à base d'égoïsme et d'envie, quand ce n'est pas de haine, ne

sont point simples jeux, qu'on peut oublier lorsque sonnent les heures graves. A ces jeux, le pays risque de mourir.

Les générations qui montent ont formé leur esprit et leur cœur à la plus dure épreuve. Elles y ont appris quelles blessures souffre un grand peuple, même victorieux. Puissent-elles ne pas l'oublier. Il ne suffit pas de vouloir la paix : il faut la mériter. Ce n'est pas dans les embrassements ni dans les faiblesses qu'on la trouve. Elle se cache au fond d'un labeur obstiné, d'une volonté tendue, d'un amour profond de la Patrie, d'un respect des principes qui sont l'armature de notre race, par le goût de l'épargne et le culte de la liberté et sur un idéalisme à quoi nous n'avons jamais manqué. Des figures comme celle de Jonnart, nettes, pures, sans paille au bronze de leur médaille, de vies entièrement consacrées au savoir, au devoir, à la grande, à la petite patrie, des esprits hauts et des mains immaculées : là sont les exemples et les modèles.
